

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze

Le mercredi 5 novembre à 20 heures

Le Conseil Municipal de la commune de **St-CHRISTOLY DE BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session **ordinaire**

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 28 octobre 2014

ORDRE DU JOUR :

➤ Transfert de la compétence « Eclairage Public » : **intervention de Monsieur PESLIER**

➤ **FINANCES**

- Blocs de secours au Vox
- Tarifs de location du Vox
- Acquisition d'un lave-vaisselle pour le restaurant scolaire
- Formation du personnel technique au CACES
- Subvention complémentaire

➤ **PERSONNEL**

- Repas du personnel

➤ **AUTRES POINTS**

- Désignation d'un coordonnateur de l'enquête de recensement

➤ **QUESTIONS DIVERSES**

PRESENTS : (16) Mmes Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Murielle PICQ, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Christian COUSTAL, Daniel DEBET, Eric GOUDONNET, Bernard GRIMEE, Jean-Marie MACEIRA.

ABSENTS EXCUSES : (2) Madame Martine GABISON a donné pouvoir à Monsieur Christian COUSTAL, Monsieur Emmanuel MOULIN.

ABSENTE: (1) Madame Odette ANCELOT.

Secrétaire de Séance : Madame Géraldine VIRUMBRALES.

**INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L
2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Numéro	Objet
D 2014-082	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit « L'Etang » sur la Rue du 19 mars
D 2014-083	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement et d'assainissement sur la rue du 19 mars
D 2014-084	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement d'un agent placé en formation
D 2014-085	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement d'un agent placé en formation
D 2014-086	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement d'un agent placé en arrêt de travail
D 2014-087	Arrêté portant recrutement d'un agent non titulaire de remplacement d'un agent placé en arrêt de travail
D 2014-088	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement et d'assainissement sur la rue du 19 mars
D 2014-089	CDD signé avec Monsieur Stéphane LAPIERRE pour assurer l'animation de l'Ecole Multi-Sports
D 2014-090	CDD signé avec Madame Céline RASPAIL pour assurer la coordination des TAP
D 2014-091	Contrat aidé CAE signé avec Madame Jeanine BERNARD pour aider à l'accueil du secrétariat de mairie
D 2014-092	Rupture du contrat d'avenir avec Monsieur Michaël MICO pour faute grave
D 2014-093	Devis signé avec REFLECHI'SON pour l'achat d'ampli d'occasion pour 250 €.
D 2014-094	Devis signé avec le SDEEG pour le diagnostic de performance énergétique de la salle VOX pour 203,13 €.

Madame le Maire informe des remarques de Madame GABISON sur le compte-rendu du conseil municipal du 8 octobre 2014 :

- *Page 6-20141006 Blocs de secours du VOX : il y a une faute d'orthographe « surseoir » s'écrit avec un « e ».*

Madame PICQ précise que cette faute a été modifiée.

- *Page 7-20141009 Demande d'aide financière au département pour les travaux dans les écoles, « optimiser les consommations d'énergie » est toujours dans le libellé, il n'est pas question d'augmenter la consommation ce que veut dire optimiser, mais bien de diminuer, aussi, il s'agit de réduire la consommation d'énergie ou favoriser les économies d'énergie par une isolation plus conforme.*
- *Page 11-20141013 concernant le vote, elle est désignée avec M. MACRE au lieu de M. GABISON.*

Monsieur MACEIRA informe qu'il a voté contre le déclassement du terrain de l'ancien stade, il a été noté qu'il s'était abstenu.

Toutes ces corrections seront faites.

20141105-1

OBJET : TRANSFERT AU SYNDICAT D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA GIRONDE DE LA COMPETENCE ECLAIRAGE PUBLIC

Monsieur PESLIER du SDEEG expose aux élus le contenu et les modalités financières du transfert de la compétence éclairage public. Il rappelle que le contrat prend fin le 31 décembre 2014 et que sans transfert de la compétence, la commune devra assumer la maintenance de l'éclairage public.

Madame BAUDE demande le devenir du Syndicat d'Electrification de Cavignac dans le cadre d'un transfert de compétence au SDEEG.

Monsieur PESLIER explique que ce syndicat gère la distribution.

Monsieur COUSTAL demande qui doit être contacté lorsqu'il y a une demande d'un administré.

Monsieur PESLIER répond que le SDEEG, désigné maître d'œuvre, doit être saisi des demandes de réparations. La mairie le fait actuellement via un formulaire.

Monsieur CADUSSEAU s'interroge sur la décision des travaux à réaliser sur le territoire de la commune.

Monsieur PESLIER explique que c'est la commune qui décide les travaux qu'elle souhaite réaliser. C'est le SDEEG ensuite qui paie l'entreprise directement, puis refacture auprès de la commune 80 % du montant des travaux HT + les frais de maîtrise d'œuvre (7%).

Monsieur PESLIER précise que le SDEEG aura la charge de faire les DICT et d'actualiser les plans des réseaux.

Madame BAUDE demande quelle est la durée du contrat.

Monsieur PESLIER répond que le contrat est signé pour 9 ans mais peut être résilié à la demande la commune avant son terme.

Vu l'article L5212-16 du code général des collectivités territoriales relatif aux syndicats à la carte,

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) modifiés par arrêté préfectoral en date du 22 août 2006,

Afin d'offrir une meilleure réactivité au profit des communes, le SDEEG peut assurer la pleine compétence en matière d'Eclairage Public tant au niveau des travaux que de l'entretien. Ce processus lui confère également la qualité d'exploitant de réseau dans le cadre de la mise en application du décret du 5 octobre 2011 dit « anti endommagement » des réseaux.

L'organisation interne du Syndicat (Bureau d'Etudes, Techniciens ...) et ses multiples références garantissent un montage sérieux des dossiers ainsi qu'un suivi des opérations sur le terrain.

Quant à la commune, elle conserve la totale maîtrise des aspects budgétaires, de la programmation des chantiers et du choix du matériel d'Eclairage Public.

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire justifiant l'intérêt de transférer au Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) les prérogatives de transfert et d'exercice des compétences définies dans le document ci-joint.

Ce document, adopté par délibération du Comité Syndical, est susceptible d'être modifié au regard des marchés de travaux passés par le SDEEG et des évolutions réglementaires ; toute modification est portée à la connaissance de la commune dès sa mise en application.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide du transfert au SDEEG pendant une durée de 9 ans des prérogatives suivantes à partir du 6 novembre 2014 :

- Maîtrise d'ouvrage des investissements sur les installations d'éclairage public, d'éclairage des installations sportives et de mise en lumière, comprenant notamment les extensions, renforcements, renouvellements, rénovations, mises en conformité et améliorations diverses,
- Maîtrise d'œuvre des travaux d'Eclairage public réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Départemental,
- Maintenance préventive et curative des installations d'éclairage public,
- Valorisation des Certificats d'Economies d'Energie portant sur l'éclairage public,
- Exploitation et gestion du fonctionnement du réseau éclairage public.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 1 (Valérie CHAMBOUNAUD)

20141105-2

OBJET : BLOCS DE SECOURS AU VOX

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 22 octobre, suite au contrôle par l'APAVE de la salle VOX, a étudié les devis de remplacement des blocs de secours défectueux et de les descendre au niveau des fermes métalliques afin d'être accessibles sans échafaudage.

Elle indique que trois entreprises ont été consultées, il s'agit de SIETEL, de l'entreprise HOUSIERE et de l'EURL BLAYELEC.

Elle propose de retenir celui de l'EURL BLAYELEC le moins disant pour 2 266,62 € TTC.

Le Conseil Municipal accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à signer le devis correspondant avec l'EURL BLAYELEC.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

20141105-3

OBJET : TARIFS DE LOCATION DU VOX A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2015

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 22 octobre a étudié les tarifs de location de la salle de spectacle et du foyer du VOX applicables à compter du 1^{er} janvier 2015. Elle rappelle que la location du Foyer du VOX était encaissée par l'association Culture Vox et qu'après concertation avec eux, il a semblé opportun à chacun que la commune reprenne l'ensemble des locations. Elle propose :

❖ **Salle de spectacle + foyer :**

Associations communales :

- Mise à disposition des salles : gratuite ;
- Mise à disposition du technicien gratuite
- Caution 500 €
- Caution ménage 200€

Associations hors commune, collectivités et autres organismes :

- La demi-journée : 150 €
- La journée : 300 €
- Le week-end : 400 €
- Caution : 1 000 €
- Caution ménage : 200 €

Séminaire, entreprises privées :

- Forfait pour la journée de 500 € avec mise à disposition éclairage, vidéo projecteur et micro.
- Caution : 1 000 €
- Caution ménage : 200 €

❖ **Foyer du VOX :**

Associations communales :

- Mise à disposition des salles : gratuite
- Caution : 500 €
- Caution ménage : 200 €

Personnes domiciliées sur la commune, associations cantonales, collectivités et autres organismes :

- La journée : 100 €
- Le week-end : 200 €
- Caution : 1 000 €
- Caution ménage : 200 €
- Chauffage 35€/jour du 01/11 au 31/03

Personnes non domiciliées sur la commune, séminaires, entreprises privées et associations hors canton :

- La journée : 200 €
- Le week-end ou 2 jours : 350 €
- Caution : 1 000 €
- Caution ménage : 200 €
- Chauffage 35€/jour du 01/11 au 31/03

L'attestation d'assurance responsabilité civile sera obligatoire pour toute location.

Un état des lieux sera obligatoirement effectué.

Le Conseil Municipal accepte les tarifs de location des salles du VOX tels que présentés ci-dessus applicables à compter du 1^{er} janvier 2015.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

Madame PICQ précise qu'une convention sera mise en place avec les associations Culture Vox et Théâtre Epicé.

Monsieur BERLINGER demande s'il y aura une convention spécifique pour la chorale.

Madame PICQ répond qu'il n'y aura pas de convention puisque le prêt de la salle est gratuit, un état des lieux sera effectué pour le spectacle.

20141105-4

OBJET : ACQUISITION D'UN LAVE VAISSELLE AU RESTAURANT SCOLAIRE

Madame PICQ informe que la commission avait décidé de retenir l'offre de CUISINOX pour l'achat d'un lave-vaisselle à 2 890 € et avait demandé à Madame BILLIER que des explications techniques soient précisées.

Madame BILLIER informe qu'après renseignements pris auprès des entreprises, il s'avère que le matériel proposé par BONNET THIRODE est plus ergonomique et que l'entreprise offre la pose. Elle informe que les agents techniques vont essayer de réparer l'ancien lave-vaisselle pour le mettre à la maternelle afin d'éviter le transport de la vaisselle.

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 22 octobre a étudié les devis pour l'acquisition d'un lave-vaisselle au restaurant scolaire. Le lave-vaisselle actuel étant en panne et le coût de réparation s'élève à 1 597,20 € TTC.

Trois entreprises ont été sollicitées : BONNET THIRODE, EUROTABLE et CUISINOX.

Madame le Maire propose de retenir le devis économiquement le plus avantageux de BONNET THIRODE pour un coût de 3 480 € TTC.

Le Conseil Municipal :

- Accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à signer le devis correspond avec BONNET THIRODE ;

- Inscrit la dépense en section d'investissement, à l'article 2188 « Autres immobilisations corporelles » à l'opération 10005 « Restaurant scolaire ».

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

20141105-5

OBJET : FORMATION DU PERSONNEL TECHNIQUE AU CACES 1B

Madame BAUDE précise, qu'elle s'est renseignée sur le DIF suite à la réunion de la commission et précise qu'il ne peut pas être déclenché dans le cadre d'une formation obligatoire.

Madame CHAMBOUNAUD indique qu'elle n'est pas d'accord et que le DIF peut être déclenché.

Monsieur BERLINGER pense que l'on devrait se renseigner au sujet de la validité du CACES ailleurs que dans la collectivité, ainsi que de l'habilitation et la reconnaissance de l'organisme de formation.

Madame BAUDE indique que les trois centres de formations sont reconnus et agréés.

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 22 octobre a étudié les différentes propositions la formation CACES 1B du personnel technique. Cette formation est obligatoire pour les personnes utilisant la nacelle et doit être renouvelée tous les 5 ans.

Trois centres de formations ont été consultés : ICONÉ, FMOREAU Formation et ECF.

Madame le Maire propose de retenir le devis d'ICONÉ le mieux disant, déjà intervenu en 2013 pour les autres CACES, pour 1 300 € net (forfait pour 6 personnes à former).

Le Conseil Municipal accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à signer le devis correspondant avec ICONÉ.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 1 (Valérie CHAMBOUNAUD)

20141105-6

OBJET : SUBVENTION COMPLEMENTAIRE ACCORDEE AUX PETITES CANAILLES

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 22 octobre a étudié la demande de subvention complémentaire de l'association Les Petites Canailles d'un montant de 245 €.

Le Conseil Municipal accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à verser la subvention correspondante à l'association Les Petites Canailles de 245 €.

La dépense sera effectuée au compte 6574 « Subventions de fonctionnement aux associations ».

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

20141105-7

OBJET : REPAS DU PERSONNEL

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 22 octobre, a étudié la possibilité d'offrir au personnel communal un repas de fin d'année.

Le repas sera payant pour les élus et les conjoints du personnel qui souhaiteraient y participer, à raison de 15 € par personne.

Le Conseil Municipal :

- accepte la proposition de Madame le Maire ;
- l'autorise à retenir un traiteur et à payer la dépense correspondante à l'article 6232 « Fêtes et Cérémonies » ;

- l'autorise à encaisser auprès des élus et des conjoints la recette de 15 € par personne, à l'article 7088 « Autres produits d'activités annexes ».

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur BERLINGER demande quand aura lieu ce repas.

Madame PICQ informe qu'il aura lieu le vendredi 12 décembre au foyer du VOX.

Monsieur BERNY demande si cela est habituel.

Madame PICQ indique que ce repas se faisait tous les ans mais à la cantine et du coup les agents de restauration n'en profitaient pas.

Monsieur COUSTAL demande le montant de la dépense.

Madame PICQ répond que cela dépendra du nombre d'inscrits. Le coût maximum a été évalué à 345 € si tous les agents viennent, sachant qu'il faudra rajouter le vin, les nappes ...

20141105-8

OBJET : DESIGNATION D'UN COORDONNATEUR DE L'ENQUÊTE DE RECENSEMENT

Madame le Maire rappelle à l'assemblée la nécessité de désigner un coordonnateur d'enquête afin de réaliser les opérations de recensement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment le titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de désigner un coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement qui peut être soit un élu local, soit un agent de la commune.

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0

Madame PICQ rappelle que le recensement aura lieu du 15 janvier au 14 février 2015.

QUESTIONS DIVERSES

1°) Carrière GRELIER

Madame PICQ informe que l'enquête publique pour la demande de défrichement est clôturée, une autre enquête va avoir lieu pour l'exploitation du site. Elle indique qu'une pétition des riverains a été déposée et jointe au registre de l'enquête publique, puis une seconde a été transmise après par l'ACCA.

Les riverains et l'ACCA demandent à la municipalité de se positionner contre l'exploitation. La commune n'en retirera aucun intérêt financier.

Monsieur COUSTAL pense qu'il y a tout de même un intérêt économique pour le maintien d'emploi.

Madame PICQ précise que la commune peut s'opposer au projet par délibération mais que la décision appartient au Préfet.

Elle informe qu'elle a rencontré avec Monsieur DEBET, Monsieur SENSTIER, de la DFCI et Monsieur VALLADEAU qui souhaitent qu'une convention soit passée pour l'entretien des pistes.

Elle a également rencontré les services de la Sous-Préfecture, on peut émettre des conditions via une convention pour la protection de l'environnement.

Les riverains souhaitent que soit organisée une réunion avec les exploitants de la carrière.

Monsieur CADUSSEAU pense qu'il faut arriver à concilier les deux, que l'établissement GRELIER puisse travailler et que les riverains subissent le moins de nuisances possibles.

Monsieur COUSTAL pense qu'il faut demander aux établissements GRELIER de remettre en état les pistes.

2°) CDC : stationnement covoiturage

Madame PICQ informe de la demande de la CDC concernant l'existence éventuelle, sur la commune, d'espaces « naturels » de covoiturage.

Rien de connu à ce jour.

3°) CDC : Journée de la Petite Enfance

Madame PICQ explique que la CDC organise tous les ans une journée de la petite enfance. Elle aura lieu le samedi 30 mai 2015. Elle demande si la commune se porte candidate pour l'accueillir.

Le conseil municipal est favorable et propose que l'accueil se fasse dans l'enceinte de l'école.

4°) Distribution du journal municipal

Madame PICQ demande à chaque élu d'indiquer le nombre de journaux distribués pour les différents secteurs, afin que pour le prochain journal chacun ait le nombre suffisant.

5°) Collecte de la banque alimentaire

Madame PICQ informe qu'elle aura lieu les 28 et 29 novembre 2014.

Madame BILLIER précise qu'une collecte aura lieu à la superette VIVAL, une autre au secrétariat de mairie le vendredi et le samedi matin à la salle des mariages. Les affiches et flyers seront effectués et remis aux écoles et à l'association au Fil des Ans. Une permanence par période de 2 heures sera organisée. Le tableau pour s'inscrire est disponible au secrétariat.

6°) Vernissage Lily Damita

Mesdames BELLUE et BERLEMONT ont installé l'exposition.

Monsieur MACEIRA et Angelo FIORAZZO ont tout préparé pour la conférence au Vox.

7°) Commissions communales

Madame PICQ informe que les élus qui souhaiteraient rejoindre ou se retirer d'une commission devront le faire par écrit au secrétariat afin de l'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal.

8°) Fermeture de services

Madame PICQ informe que le 10 novembre les services technique et administratif seront fermés, les 26 décembre et 2 janvier tous les services seront fermés. Ceci permettra ainsi de liquider quelques heures dues aux agents.

9°) Saint-Christol

Madame PICQ relate le partenariat avec la commune de Saint-Christol, dans le sud de la France. Cette année c'est à la commune de Saint-Christoly de Blaye de les recevoir, la commune de Saint-Christol avait proposé que cela se passe pour la Pentecôte mais cela n'est plus possible.

Après discussion, il est retenu le week-end du 1^{er} juillet 2015, il y a la fête aux lacs, l'exposition photos, et Festivox.

Monsieur COUSTAL évoque la possibilité d'un hébergement à la MFR, il se renseignera.

Madame PICQ donne lecture du mail reçu de Monsieur Bertrand GROS et du travail qu'ils ont fait sur le jumelage.

Madame BERLEMONT se propose pour suivre ce dossier.

10°) Cérémonie du 11 novembre

Madame PICQ rappelle la cérémonie du 11 novembre à Saint-Christoly et informe de l'invitation de la commune de Cézac.

11°) Avis de naissance

Madame PICQ fait part de l'avis de naissance de Lily CAVARD COQUILLAS. Elle propose qu'un bon d'achat chez un commerçant local de vêtements pour enfants soit offert à Alexandre CAVARD lors du repas du personnel.

12°) Sapins de Noël

Madame PICQ propose d'acheter les sapins chez Monsieur ROTURIER, pour les écoles, la salle Courade, le VOX, la cantine et qu'un grand sapin soit mis sur la place de l'église.

Certains enseignants préfèrent avoir un sapin synthétique.

13°) Girouettes

Madame CHAMBOUNAUD propose que les girouettes soient posées au printemps, un an après les élections de ce conseil municipal. La date du 19 avril 2015 est bloquée.

14°) Monsieur COUSTAL informe d'une demande de Monsieur CAILLAU à Cottraud, un administré qui souhaiterait un éclairage public.

Madame PICQ répond que le conseil municipal devra se positionner et ne pourra donner satisfaction à l'ensemble des administrés. Il faut que ce soit une solution pour envisager une protection du domaine public et non du domaine privé.

15°) Centre de Soins : Monsieur COUSTAL souhaiterait avoir une situation financière de l'engagement de la commune sur la construction du centre de soins. En effet, selon ses calculs entre juillet et septembre il y a eu des avenants avec le cabinet METAPHORE et la marge s'amenuise.

Madame PICQ répond que cela sera fait lors de la commission finances du 12 novembre.

16°) Monsieur MACEIRA fait remarquer qu'au début de la séance du conseil municipal, Madame PICQ a donné lecture des décisions prises. Il demande si les élus pourraient en avoir une copie afin de faciliter le suivi.

Madame PICQ répond qu'il s'agit juste d'une lecture obligatoire et que les arrêtés et autres sont disponibles au secrétariat.

Madame CHAMBOUNAUD rappelle que dans le procès-verbal, les décisions sont notées.

Madame PICQ joindra aux élus les décisions à leur dossier pour le conseil.

Le prochain conseil municipal est fixé au 27 novembre.

Fin de la séance à 22h15

La secrétaire de séance,
Géraldine VIRUMBRALES.

Le Maire,
Murielle PICQ.

